

Note sur le conflit israélo-palestinien : l'histoire d'une injustice

Fathallah Oualalou

PB - 46/23

Le « Déluge d'Al-Aqsa » -nom de code de l'attaque surprise menée en Israël par le Hamas et les Brigades Izz Al-Din Al-Qassam, le 7 octobre 2023 -, et la riposte israélienne dévastatrice pour les populations civiles et les infrastructures de l'enclave de Gaza qui en a été la conséquence, ont ramené au premier plan la cause du peuple palestinien. Cause qui continue d'habiter les esprits, les cœurs et les consciences. Plus que jamais, un « nouveau Moyen- Orient » ne pourra émerger et être viable sans que ne soit trouvée une solution juste et durable à ce conflit qui dure depuis 75 ans.

Le conflit israélo-palestinien est d'abord, et avant tout, un conflit local qui procède de la logique de combat de libération nationale. Il s'agit d'un conflit entre une puissance colonisatrice et un peuple colonisé, entre un agresseur et un agressé. Le fait de caractère colonial dans l'espace Palestine–Israël se cristallise autour d'un rapport inégal : entre une entité développée, devenue même un pôle technologique attractif, et une entité enlisée dans le sous-développement. Dans ce conflit interviennent ainsi deux dimensions, technologique et démographique, et ce, sur un territoire de la taille d'un mouchoir de poche (à peine 28.165 km²). Dans ce petit espace, le Nord et le Sud se trouvent face-à-face.

Dans l'évolution du conflit israélo-palestinien, deux dates repères : 1948 et 1967 et une succession de guerres et d'affrontements. Et une tentative – avortée – de lui trouver une solution politique. Dans les années 1990.

Si l'État d'Israël a su construire un système démocratique pluraliste, au point d'être considéré comme un îlot de démocratie au cœur du Moyen-Orient, il a en fait mis ce pluralisme au service de la consolidation de son occupation de la Palestine. Une démocratie donc au service d'une tutelle sur la population palestinienne. L'alternance droite-gauche, comme la multiplication des petits partis, souvent d'essence religieuse, sinon raciste, ont été utilisées pour renforcer le processus de colonisation des territoires palestiniens.

Le conflit israélo-palestinien est aussi un conflit régional qui oppose les pays arabes du Moyen-Orient à Israël en une succession des guerres : de 1948, de 1956, de 1967 et de 1973. Et, depuis cette dernière date, une opposition entre des approches d'hostilité et de rupture et des approches de reconnaissance réciproque et de cohabitation.

Le conflit israélo-palestinien est enfin à dimension mondiale. Ouvert par une décision de la communauté internationale (résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU du 29 novembre 1947) qui recommande la création d'un État juif sur 56 % de la terre de la Palestine et d'un État arabe sur les 44 % restants et donc le partage du territoire palestinien entre deux entités étatiques. Israël déclare son indépendance le 14 mai 1948 (après avoir expulsé plus de 750.000 Palestiniens du territoire prévu pour l'État juif et occupé ses villes arabes). Depuis la guerre de 1967, la communauté internationale appelle sans relâche, par le biais de résolutions du Conseil de sécurité qui se succèdent, à la création d'un État palestinien voisin d'Israël. Mais, les gouvernements israéliens successifs ont toujours entravé tout processus qui pourrait rendre cette solution opérationnelle. Bien au contraire, ils ont toujours agi dans le sens de la consolidation de l'occupation.

L'exacerbation par périodes du conflit au Moyen-Orient a contribué à déstabiliser l'économie mondiale du fait de la multiplication des chocs pétroliers, de la montée des économies rentières et de nouvelles puissances régionales qui ambitionnent d'agir sur les équilibres politiques du Moyen-Orient et sur le devenir du conflit Israélo-palestinien, à côté des grandes puissances mondiales d'hier et d'aujourd'hui.

Et la guerre d'octobre 2023 a remis en évidence la centralité de la question palestinienne qui devient, une fois encore, un point focal dans les rapports entre l'Occident et le Sud global.

L'antagonisme israélo-palestinien a également une dimension démographique

Israël, en 2023, compte 9,6 millions d'habitants dont 75 % d'Israéliens, juifs pour l'essentiel et 25 % d'Arabes palestiniens, musulmans et chrétiens. La population d'Israël a été multipliée par 12 depuis sa création en 1948, date à laquelle le nombre de ses habitants ne dépassait pas les 806.000.

L'évolution démographique de ce nouvel État depuis 1948 est le produit de deux mouvements contradictoires : celui des expulsions de 750.000 Palestiniens, notamment au lendemain de la « Naqba ». Et celui d'une immigration encadrée pour peupler le pays à partir, au départ, de l'Europe centrale, orientale et de la Russie : des Juifs Ashkénazes qui ont dominé pendant plusieurs décennies le pouvoir en Israël. À ce premier mouvement migratoire succèdera, à partir de 1948, l'afflux des Juifs séfarades originaires des pays arabes : du Maghreb, d'Irak et d'Égypte.

Les Palestiniens expulsés de leur terre natale se sont installés dans des camps de réfugiés en Jordanie, au Liban et en Syrie. Les dizaines de milliers d'entre eux sont allés dans les pays du Golfe où ils ont participé à l'encadrement de l'administration et des secteurs tertiaires. Aujourd'hui, on compte quelques 13 millions de Palestiniens dans le monde : 5 millions en Palestine (2,8 millions en Cisjordanie et 2,1 millions à Gaza), 1,7 million en Israël, plus de 4,5 millions en Jordanie, 630.000 en Syrie, 402.000 au Liban, plus de 500.000 dans les pays du Golfe. Le restant a émigré en Amérique du Nord et du Sud et en Europe.

L'évolution démographique a consolidé le fait colonial en Israël : une colonisation absolue de peuplement parce que la population palestinienne, hier majoritaire, s'est réduite comme peau de chagrin pendant que la population israélienne issue de l'immigration a connu une belle expansion, devenant majoritaire.

Dans cette Note, on se propose de faire une lecture historique du conflit israélo-palestinien à travers trois approches, celle qui concerne les deux communautés, palestinienne et israélienne, celle relative au conflit plus large arabo-israélien, dans lequel phases d'antagonismes et approches de politiques de cohabitation se succèdent, et celle relative aux conséquences de ce double conflit sur l'état de l'ensemble du Moyen-Orient, avec les instabilités internes des États qui le composent, et inter-États.

UN RETOUR À L'HISTOIRE

Durant plusieurs siècles, le territoire de la Palestine, comme celui de la Grande Syrie, faisaient partie de l'empire Ottoman. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, en 1922, ce territoire a été placé sous mandat britannique par la Société des Nations.

Durant les années 1930, un mouvement national palestinien, dirigé par Cheikh Amine Al Houssaini, grand moufti de Jérusalem et président du Conseil musulman suprême, a vu le jour. Mais Al Houssaini, qui a notamment dirigé la révolte d'Al Kassam en 1936 contre la présence britannique, perdra, après la guerre, sa crédibilité politique à cause de son rapprochement des Nazis pendant les années de l'holocauste contre les Juifs d'Europe. Son leadership palestinien prendra définitivement fin avec l'avènement du Fath et de l'OLP.

Le sionisme est un mouvement politique et religieux créé par les populations juives d'Europe de l'Est dans les années 1880. Son but : la formation d'un foyer national juif en terre d'Israël, sur les territoires de la Palestine. Ce mouvement a inscrit son action autour de trois objectifs : démographique : avec l'immigration des Juifs du monde en Palestine, politique : création d'un État national pour les Juifs et religieux avec la régénération du peuple juif autour de sa religion. En 1897, Theodor Herzl, de nationalité Hongroise, a lancé la création de l'organisation sioniste en référence à la colline Sion de Jérusalem. Les premiers immigrés originaires d'Europe ont développé, sous la direction de Ben Gourion, un nationalisme importé, en concurrence avec le nationalisme autochtone palestinien à l'encontre du mandat britannique.

LA NAQBA – 1947-1948

Le 27 novembre 1947, la Nations Unies, sous l'impulsion des États-Unis et de la Grande-Bretagne et avec l'accord explicite de l'URSS, ont voté la résolution 181 qui a décidé du partage de la Palestine, malgré le refus exprimé par la Ligue arabe. Cette résolution a accordé, au départ, le statut de ville internationale à Jérusalem.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion, à la tête de l'Agence juive, a proclamé la naissance de l'État d'Israël. Et le 19 novembre de la même année, l'ONU a émis une résolution recommandant la création d'un État palestinien.

Le 20 septembre 1948, la Ligue arabe avait déclaré la mise en place d'un gouvernement palestinien ayant pouvoir sur l'ensemble de la Palestine et sur la bande de Gaza, encore sous tutelle égyptienne.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté la première guerre entre Israël et les États arabes, Égypte, Jordanie et Syrie. Les armées arabes ont été rapidement défaites.

750.000 Palestiniens ont été contraints à l'exode pour devenir de simples réfugiés dans différents camps du Moyen-Orient. C'est la Naqba, la catastrophe. Aujourd'hui, ils sont près de 6 millions à revendiquer en vain le droit de retour sur leur terre.

D'où le drame palestinien, de ces populations qui, par manque de vigilance, ont accepté de se déplacer parce qu'un retour rapide leur était assuré par les États arabes impliqués dans le conflit armé avec Israël. Les armées arabes seront une nouvelle fois défaites en 1967

Cet exode palestinien a contribué à la consolidation du fait israélien.

Parmi les conséquences de la défaite des armées arabes, la monarchie égyptienne est tombée en 1952 à la suite du coup d'État des Officiers libres, avec à leur tête, entre autres, Gamal Abdel Nasser.

Durant la guerre de 1947-1948, l'Irgoun et lehi, deux organisations paramilitaires dirigées par Ben Gourion, ont perpétré le massacre de Der Yassin, un village à l'Ouest de Jérusalem. Ce premier nettoyage ethnique a coûté la vie à 250 Palestiniens, essentiellement des femmes et des enfants -désarmés.

Depuis 1947, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté 131 résolutions sur le conflit israélo-palestinien. Les premières, occultant la question palestinienne elle-même, portaient principalement sur l'aide aux réfugiés. Ce seront la création de l'OLP et sa reconnaissance par la Ligue arabe, par le mouvement des non-alignés et par la communauté internationale qui mettront en exergue la cause palestinienne.

Depuis 1947, Tsahal, l'armée d'Israël, a organisé en dehors des guerres avec les États arabes, quelques 25 opérations contre les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, mais aussi du Liban.¹

1. Opérations « Tapis volant » 1949 ; Ezra et Néhémico 1951 ; Kaddech 1956 ; Tonnerre 1976, rebaptisé Jonathan ; Litanie 1978 ; Moïse 1984 ; Jambe de Bois 1989 ; Salomon 1991 ; Justice Rendue 1993 ; Raisins de Colère 1996 ; Rampart 2002 ; Arc-en-ciel 2004 ; Jour de Pénitence 2004 ; Pluie d'été 2006 ; Changement de direction 2006, Orchard 2007 ; Plomb durci 2009 ; Pilier de Défense 2012 ; Divulgation Totale 2014 ; Bordure Prochaine 2014 ; Gardiens de nos Frères 2014 ; Bouclier du Nord 2018 ; Ceinture Noire 2019 ; Gardien des Murs 2021.

LES GUERRES ARABO-ISRAÉLIENNES

De 1948 à 1973, le Moyen-Orient a connu une succession de guerres (1948, 1956, 1967 et 1973) entre Israël et des États arabes. Cela a contribué pendant longtemps à réduire la place des Palestiniens dans le conflit et donc à occulter la véritable nature de celui-ci qui est par essence israélo-palestinien :

1. l'agression dite tripartite du 29 octobre au 7 novembre 1956, à la suite de la nationalisation du Canal de Suez par Nasser pour financer la construction du barrage d'Assouan, les armées britannique, française et israélienne ont envahi l'Égypte dans le but de renverser Nasser. Mais, les États-Unis et l'URSS se sont interposés, obligeant les trois armées occupantes à se retirer. Cela a été un succès politique pour l'Égypte qui est sortie victorieuse de cette confrontation et pour le panarabisme, soutenu alors par le tiers-mondisme.

Mais, la principale conséquence de cette guerre sera l'installation des États-Unis au Moyen-Orient au détriment des deux métropoles coloniales européennes, Grande-Bretagne et France. Le lobby israélien qui agissait depuis les années 1930, voire depuis l'ère Victoria, à partir de Londres, a transféré son activisme vers Washington conduisant au renforcement de ses liens avec les États-Unis. L'URSS de son côté, en pleine guerre froide, s'est rapprochée de l'Égypte de Nasser puis de la Syrie et de l'Irak Baathistes ;

2. la guerre des 6 jours du 5 au 10 juin 1967. Déclenchée par Israël, elle s'est achevée par la débâcle des armées arabes et l'occupation du Sinaï, de la Cisjordanie, de Jérusalem-est, annexée par Tel Aviv, et du Golan syrien. Sur le plan politique, elle a signé la défaite du nassérisme et de l'arabisme et a été à l'origine, sur le plan économique, du fait de la fermeture du canal de Suez, les premières transformations qu'a connues le marché des hydrocarbures.

Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU a émis une résolution majeure, la résolution 242, dans laquelle il a exigé le retrait immédiat des troupes israéliennes des territoires occupés à la suite du conflit. Il a également posé le principe de la liberté de navigation dans le canal de Suez et affirmé la nécessité de résoudre le problème des réfugiés palestiniens. La question palestinienne continuait à se résumer au seul problème des réfugiés.

De 1967 à 1970, une guerre d'usure a entraîné de multiples confrontations entre les deux armées égyptienne et israélienne. Et le 9 décembre 1969, Rogers, Secrétaire d'État américain, fera un certain nombre de propositions en vue d'un règlement du conflit du Moyen-Orient, conformément à la résolution de novembre 1967. L'Égypte, encore nassérienne, adhèrera à ce qui est devenu le Plan Rogers. C'est la première approche de paix dans la région, approche qui n'aurait pas été envisageable avant la guerre des 6 jours. Rappelons que le gouvernement égyptien avait eu une réaction très vive au discours de Bourguiba à Jéricho (3 mars 1965) quand ce dernier avait recommandé aux Palestiniens et aux Arabes d'accepter le partage du territoire tel que recommandé par l'ONU en 1947 ;

3. la guerre d'octobre 1973, dite aussi guerre de Ramadan et guerre de Kippour, a opposé, du 6 au 24 octobre, Israël à une coalition militaire arabe menée par l'Égypte de Sadate soutenue par la Syrie de Assad. L'armée égyptienne qui, voulant effacer l'humiliation de la défaite de 1967, traverse le canal de Suez – Al Aoubour, et syrienne, attaquent par surprise simultanément les forces israéliennes dans la péninsule du Sinaï et sur le plateau du Golan, territoires respectivement égyptien et syrien occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours. L'armée israélienne les arrêtera finalement.

Évènement géopolitique majeur, cette guerre a donné l'occasion aux pays pétroliers d'imposer un embargo sur leurs exportations et révélé leur positionnement régional, voire international, puisqu'ils ont réussi à augmenter significativement le prix des hydrocarbures sur le marché mondial. À ce premier choc pétrolier succédera un second en 1979, à la suite de la révolution khomeyniste d'Iran. La montée en puissance des pays pétroliers du Golfe devenus rentiers, avec à leur tête l'Arabie Saoudite Sunnite et Wahabite et l'Iran Chiite, a ouvert des perspectives à l'émergence de l'islamisme qui s'est progressivement substitué à l'arabisme avec toutes les conséquences que l'on connaît sur le Moyen-Orient et sur la question palestinienne.

La guerre d'octobre de 1973 a eu un certain nombre de conséquences : elle a renforcé l'influence américaine dans la région, ce qui a entraîné un changement des rapports de force qu'elle connaît, a été à l'origine de l'ouverture de négociations secrètes entre l'Égypte de Sadate et Israël de Begin à la suite desquelles Sadate effectuera une visite en Israël et prononcera son discours à la Knesset du 19 novembre 1977 et constitué en quelque sorte des prémices à la signature des accords de paix à Camp David du 17 septembre 1978.

L'Égypte, principal pays arabe et berceau du Nassérisme, siège de la Ligue arabe, reconnaît formellement l'État d'Israël (en échange de cette reconnaissance, ce dernier quitte le Sinaï). Mais, elle doit faire face au front du refus qui s'est constitué avec la participation de l'Irak, de la Syrie, du Yémen, de l'Algérie et de la Libye : elle est exclue de la Ligue arabe réunie à Bagdad le 31 mars 1979 (les rangs arabes se fissurent). Qu'elle réintègrera dix années plus tard à l'occasion du sommet de Amman de 1987, grâce à l'action du front des pays modérés. Le drapeau égyptien sera hissé au siège éphémère de la Ligue Arabe de Tunis. En mars 1990, la Ligue réintègrera son siège originel du Caire après le sommet de Casablanca du 23 mai 1989.

À LA RECHERCHE D'UNE AUTONOMISATION DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Dans les années 1960, une nouvelle génération de leaders palestiniens émerge. Après être sortis du courant de Cheikh Al Houssaini, ces derniers veulent s'affranchir de la tutelle des États arabes, et particulièrement de la Jordanie. Et ils veulent s'engager dans une lutte multiforme, politique et armée, contre l'occupation israélienne. C'est ainsi qu'est née une nouvelle entité de combat, le Fath, en janvier 1965, à la tête de laquelle - et de l'OLP dont elle est issue - on trouve, dès 1966, de jeunes cadres faisant partie de la diaspora palestinienne installée dans le Golfe, avec comme chef Yassir Arafat (Abou Amar) et ses compagnons dont Abou Jihad, Abou Ayad et Hanane El Achraoui.

Au lendemain de la défaite de 1967, deux nouvelles organisations ont fait leur apparition : le Front populaire de libération de la Palestine – FPLP, dirigé par Georges Habash et le Front démocratique de libération de la Palestine - FDLP sous la houlette de Naïf Haouatma. Elles se veulent marxistes, donc à gauche du Fath qui représente la ligne du patriotisme. Elles auront une influence sur une partie de la gauche du monde arabe.

Le 28 mai 1964, déjà, sous l'impulsion de la Ligue arabe, Ahmed Choukairy avait fondé, dans le cadre du Conseil national palestinien réuni à Jérusalem, l'OLP devenu le porte-parole officiel du peuple palestinien. Sous l'influence de Yassir Arafat, le Fath et les FPLP et FDLP se sont unifiés au sein de l'OLP. Qui a adopté le 10 juillet 1968 au Caire sa charte avec pour objectif de promouvoir le combat armé pour libérer la Palestine.

En septembre 1970, l'armée jordanienne attaque les combattants palestiniens dans le camp d'Ajnoul. Du désespoir consécutif à cet immense massacre est née une nouvelle organisation

radicale, Septembre noir – Ayloul el Assouad. Qui se rendra responsable de la prise d'otages à l'occasion des Jeux olympiques de Munich du 5 septembre 1972 et de l'attentat de l'aéroport Fiumicino de Rome du 17 décembre 1973. Qui assassinera le premier ministre jordanien, considéré comme étant responsable du massacre d'Ajnoul (au Caire le 28 novembre 1971).

En 1974, Khalil El Benna – Abou Nidal fonde le Fath Conseil révolutionnaire, un mouvement dissident proche du Baath de Bagdad. Il sera lui-même assassiné après avoir organisé plusieurs opérations anti-israéliennes.

Après le drame d'Ajnoul, la résistance palestinienne (Fath et les deux fronts), expulsée de Jordanie, s'installe à Beyrouth. Les éléments proches du Baath – Assayka se sont, quant à eux, établis à Damas.

En juin 1982, Israël, dirigé par Menahem Begin, envahit le Liban pour attaquer les nouvelles bases de l'OLP et repousse les Syriens qui les soutenaient.

LA GUERRE CIVILE LIBANAISE ET L'INTERVENTION D'ISRAËL

La guerre civile du Liban (1975-1990) est un épisode dramatique à la fois pour le Liban lui-même et pour les combattants palestiniens. Elle correspond à ce qu'on a appelé la première guerre d'Israël au Liban. Elle a commencé quand les fédajins ont tenté d'assassiner Pierre Gemayel, chef des Phalanges chrétiennes – El Kataeb. Les belligérants, chrétiens, musulmans et druzes, appartenaient soit à des forces libanaises, les Phalanges chrétiennes proches d'Israël, et/ou étaient Palestiniens membres de l'OLP, soutenus par les forces baathistes et plus tard par le Hezbollah. Les armées régulières d'Israël et de Syrie sont également intervenues directement ou indirectement dans le conflit.

C'est au cours de cette guerre civile qu'ont été perpétrés les massacres de quelques 3500 Palestiniens dans les camps de Tel al-Zaatar et de Sabra et Chatila.

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne envahit le sud du Liban dans le cadre de l'opération Paix de Galilée. Son objectif : en déloger les combattants palestiniens.

De 1982 à 1985, l'armée syrienne occupe Tripoli. Le pays est alors dirigé par une coalition syro-libanaise, soutenue par les Américains.

La guerre civile du Liban et l'intervention d'Israël dans ce pays sont deux événements fondamentalement liés dans la mesure où, d'une part, la question palestinienne était au cœur de la guerre civile libanaise et où, d'autre part, l'armée israélienne est devenue une composante opérationnelle dans celle-ci : elle en a profité pour envahir le pays pour en déloger la résistance palestinienne.

L'assassinat du président Bachir Gemayel en septembre 1982 a déclenché des actes de violence et notamment le massacre de Sabra et Chatila par les milices phalanges chrétiennes, avec la complicité agissante d'Israël. C'est dans ce contexte que les troupes américaines et françaises ont été attaquées par le Hezbollah tout nouvellement créé en 1982.

Le Hezbollah est un groupement libanais, islamiste et chiite. Initialement proche de la Syrie, il a été rapidement adoubé par l'Iran. Son but déclaré : combattre l'occupation israélienne. Il a eu pour

alliés des groupes chrétiens libanais, notamment le mouvement Marada. Fondé par, entre autres, Imad Mughniyeh et Abbès Moussaoui, il est actuellement dirigé par Hassan Nasrallah.

Soutenu donc par l'Iran, le Hezbollah a fait du sud du Liban sa base arrière dans son combat contre Israël. Il se veut autant que les organisations palestiniennes un élément majeur de la résistance contre l'occupation israélienne. Il a progressivement intégré les institutions politiques libanaises et est devenu une composante incontournable sinon dominante de l'équilibre politique de ce pays.

Le Hezbollah a affronté l'armée israélienne à plusieurs reprises, dans le cadre de la guerre d'usure qu'il lui faisait subir, et notamment : au sud du Liban en 1985, et dans le cadre du conflit des fermes de Chebaa en 2000, obligeant Ehud Barak, alors premier ministre israélien, à évacuer ce territoire. L'assassinat de Rafik Hariri, premier ministre libanais en février 2005 et le retrait des Syriens du Liban en mars 2005 ont renforcé l'enracinement du Hezbollah dans le pays du cèdre et dans toute la région. Il a affronté à nouveau les Israéliens en 2006 (pendant une guerre qui a duré plus d'un mois) et en 2015. Après le déclenchement de la guerre de Gaza en octobre 2023, le discours et les décisions de Hassan Nasrallah étaient attendus : ouvrirait-il un front dans le sud du Liban - pour lequel l'aval de Téhéran est nécessaire ?

Évènement marquant de la résistance palestinienne dans la guerre civile libanaise, Yassir Arafat a quitté Beyrouth le 30 août 1982. Au grand jour. Son ultime traversée de Beyrouth-ouest s'est effectuée dignement. Accompagné par des dignitaires libanais jusqu'au quai où il a embarqué à bord du navire Atlantis, salué par une salve des canons de l'OLP, et escorté par des bâtiments de guerre américain et français, il a rejoint la Grèce.

En novembre 1985, l'accord de Taïf a mis fin à la guerre civile libanaise.

L'INTIFADA, UNE NOUVELLE FORME DE RÉSISTANCE ET NÉGOCIATIONS DE PAIX

Le processus de l'installation des colonisations israéliennes à l'intérieur des territoires occupés depuis 1967 a commencé en 1979, et s'est accéléré avec les gouvernements travaillistes et le Likoud.

La résolution 476 du Conseil de sécurité sur Jérusalem, votée le 30 juin 1980, a considéré illégitime l'annexion de la ville sainte par Israël. Avec l'aval des États-Unis de Carter. Adhésion que ce dernier paiera par sa défaite aux élections présidentielles de 1982. Selon certains analystes.

Les Palestiniens quant à eux ont mis en place une nouvelle forme de résistance, l'Intifada ou guerre des pierres, sorte d'insurrection populaire contre l'occupation. La première Intifada a commencé à Gaza, sous la direction d'Abou Jihad du Fath en 1987 avant de s'étendre à la Cisjordanie. Démarrée le 9 décembre, elle prendra fin en 1993, après la signature des accords d'Oslo.

Le 6 avril 1988, en pleine Intifada, donc, les services de renseignement israéliens ont organisé l'attaque de la direction de l'OLP à Tunis, et l'assassinat des responsables du Fath, avec à leur tête Abou Jihad.

C'est dans ce contexte que le Conseil national de l'OLP, réuni à Alger le 15 novembre 1988, déclare la création de l'État palestinien - un État vite reconnu par l'ensemble des pays du sud - et reconnaît l'existence de l'État d'Israël en acceptant explicitement les résolutions 242 et 338 (des 22 novembre 1967 et 22 octobre 1973) du Conseil de sécurité.

Avec la dislocation de l'Union soviétique, le contexte international a connu une transformation majeure au début des années 1990. Dans un monde devenu unipolaire, les États-Unis encadrent la première réunion sur la paix au Moyen-Orient tenue à Madrid le 30 octobre 1991 sous la présidence du premier ministre Felipe Gonzales. Réunion qui ouvrira la voie aux négociations d'Oslo entre Mahmoud Abbas (Abou Mazine) et les responsables israéliens. Desquelles sortiront les accords d'Oslo signés à Washington le 13 septembre 1993 par Arafat, Rabin et Clinton. Deux conséquences directes de cet accord : la Jordanie normalise ses rapports avec Israël (accords de Araba du 26 octobre 1993) et Rabin est assassiné le 4 novembre 1995.

Après la conférence de Madrid et les accords d'Oslo, Israël et l'OLP, à l'initiative des États-Unis de Clinton, se sont rencontrés à plusieurs occasions :

- le 17 janvier 1997 : Protocole d'Hebron qui concerne le redéploiement du Tsahal d'Hébron, ville de Cisjordanie ;
- le 13 octobre 1998 : Accord de Wild plantation entre Israël et l'OLP sur l'évacuation de 31 % de la Cisjordanie ;
- le 4 septembre 1999 : Mémoire de Sharm El-Sheikh signé par Barak et Arafat pour mettre en application les accords signés depuis 1993 ;
- juillet 2000 : Sommet de Camp David 2 entre Barak, Arafat et Clinton – sans accord ;
- 21-27 janvier 2001 : Sommet de Tabaa entre Clinton, Barak et Arafat qui actent l'échec des pourparlers. Qui buttent sur la question des annexions et sur le droit de retour des réfugiés palestiniens.

La droite israélienne a réussi à consolider son emprise sur le gouvernement israélien. Dans ce cadre, la visite de Ariel Sharon, premier ministre, sur l'esplanade des mosquées a provoqué le début de la deuxième Intifada qui couvrira les cinq premières années du XXIème siècle : du 28 septembre 2000 au 8 février 2005.

En 2002, Ariel Sharon entreprend de construire une barrière de séparation - dite clôture de sécurité - entre Israël et la Cisjordanie. Longue de plus de 700 km, son but est de contenir les infiltrations et les attaques des combattants palestiniens sur le territoire israélien. Barrière qui est devenue le nouveau symbole de l'exacerbation de la politique de colonisation. Sa construction a en effet permis à Israël de gratter et s'approprier 10 % de territoires additionnels de la Cisjordanie. Avec l'établissement des colonies, la construction du mur a consolidé la fragmentation de la Cisjordanie et ouvert la voie à une pratique d'un apartheid nouveau.

La deuxième Intifada a son héros, Marouane Barghouti, nouvelle figure de la résistance palestinienne. Si depuis plus de 20 ans, il est emprisonné en Israël, il n'en a pas moins gardé une grande popularité en Palestine où il est considéré comme représentatif de la nouvelle génération des combattants palestiniens.

La deuxième Intifada s'est achevée avec la nouvelle feuille de route pour la paix au Moyen- Orient produite par le Quartet, groupement diplomatique formé par les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU. Les organisations palestiniennes ont accepté une nouvelle trêve et Mahmoud Abbas a signé avec Ariel Sharon l'accord de Sharm El-Sheikh ouvrant la voie au retrait d'Israël de Gaza.

À la suite de la deuxième Intifada, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 1397 du 12 mars 2002 qui appelle à mettre fin à toute forme de violence et à la mise en place d'une solution fondée sur l'existence de deux États.

Arafat meurt le 11 novembre 2004, probablement empoisonné. Avec sa disparition, une page du combat palestinien est tournée. Mahmoud Abbas, négociateur du processus de paix d'Oslo, lui succède à la tête du Fath et de l'OLP. Mais il est rapidement contesté avec la montée du courant islamiste de Hamas et l'emprise de la droite conservatrice sur le pouvoir en Israël.

LE HAMAS ET L'ISLAMISME PALESTINIEN

L'émergence de l'islamisme dans le monde arabe est en grande partie liée à l'évolution du conflit israélo-palestinien. Il est l'expression d'un certain désespoir face à la radicalité israélienne refusant de reconnaître leurs droits légitimes aux Palestiniens. Le cheminement du mouvement islamiste dans le monde arabe est lié aux différentes étapes du conflit. Si la défaite de 1967 a marqué l'échec de l'arabisme, elle a donné un véritable élan aux combattants palestiniens dans leur quête d'autonomie par rapports aux États arabes, Jordanie, Égypte, Syrie et pays du Golfe. Et favorisé la naissance des mouvements islamistes qui proposaient de nouvelles formules de combat. Cette naissance a cependant contribué à décrédibiliser la lutte des Palestiniens. Pour le Fath, l'OLP et les deux fronts, il s'agissait d'un combat de libération nationale. Le fondement du Hamas est, quant à lui, à trouver dans des considérations religieuses. L'antagonisme Islam-Judaïsme se substitue à l'opposition d'occupant à occupé. L'approche du Hamas était d'abord sociétale et religieuse : il voulait avant tout réislamiser la société palestinienne pour créer les conditions de l'installation d'un pouvoir islamique.

Le succès de la révolution de Khomeini en Iran à la fin des années 1970, et la montée des puissances pétrolières arabes après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont renforcé l'enracinement des mouvements islamiques au Moyen-Orient.

C'est la première Intifada, pourtant initiée par le Fath, qui a conduit à la création en 1987 du mouvement de la résistance islamiste Hamas (Enthousiasme en arabe), soutenu dès le départ par une branche armée des Brigades de Izz al-Din al Qassam, du nom d'un héros palestinien mort dans une bataille contre les Britanniques en 1935. Al Qassam était un homme religieux, considéré comme le précurseur du mouvement islamiste, voire du nationalisme palestinien. Prenant son inspiration dans le courant des Frères musulmans, le courant Hamas a été fondé par plusieurs personnalités dont Ahmed Yassine (son chef), Hassan Youssef et Mahmoud al Zahad. Depuis l'assassinat en mars 2009 de Yassine, il a été dirigé par Khalid Machaal puis par Ismaël Haniya (son chef actuel). L'Iran, pourtant chiite, le Qatar et la Turquie sont considérés comme les principaux soutiens du Hamas sur les plans politique, militaire et financier.

Le Hamas, mouvement d'essence purement palestinienne, a soutenu l'opposition islamiste au président syrien Bachar Assad. Par contre, le pouvoir du président Al Sissi de l'Égypte voisine de Gaza est hostile au Hamas. Comme l'est également l'Arabie Saoudite devenue ennemie de l'Iran (avant la réconciliation surprise de 2023) et rivale du Qatar et de la Turquie.

Les deux figures nouvelles du Hamas, Mohamed Deif, devenu chef des Brigades Izz al-Din al Qassam - ce qui lui a donné une grande popularité à la fois à Gaza et en Cisjordanie - et Yahya Sinwar, chef politique à Gaza qui a passé plus de 20 ans dans les prisons israéliennes, ont marqué de leur empreinte les attaques du 7 octobre 2023.

Le retrait d'Israël de Gaza (août-septembre 2005) a favorisé l'enracinement de Hamas dans ce territoire, se traduisant par l'affaiblissement de l'OLP et plus généralement de l'unité palestinienne. Le gouvernement de Hamas, avec ses succès dans les élections municipales et législatives de 2006 et 2007 a, en effet, pris le pouvoir à Gaza au détriment de l'Autorité palestinienne.

Pour Israël, la bande de Gaza est devenue une entité ennemie à laquelle il fait subir un embargo total depuis octobre 2007, qu'il agresse et attaque régulièrement, la détruisant et tuant des civils :

- le 2 décembre 2000, Tsahal a lancé une offensive contre Gaza dans le cadre de l'opération « Plomb durci » ;
- en 2004, opération « Arc-en-Ciel » contre Raffa ;
- en 2007, Israël instaure un blocus du territoire, suivi des ripostes tout au long des années 2008 et 2009 ;
- le 27 décembre 2008, l'attaque israélienne sur Gaza dure 23 jours et fait 1430 morts ;
- le 3 janvier 2009, les troupes israéliennes s'introduisent dans le territoire ;
- en 2014, nouvelle agression, qui durera 51 jours ;
- regain de violence entre 2015 et 2017 ;
- opération « Marche de retour » qui a duré 6 jours à partir du 12 novembre 2019 ;
- grande opération en 2021 au cours de laquelle le Hamas a envoyé pour la première fois sur Israël des missiles de longue portée ;
- attaque pendant 2 jours en août 2022, année qui a connu la plus grande escalade depuis l'Intifada en Cisjordanie ;
- le 9 mai 2023, l'opération « Bouclier et Flèche » sous forme de raids aériens contre tout le territoire de Gaza ;
- le 7 octobre 2023, après la pénétration du territoire israélien par les troupes de Hamas, la riposte israélienne a pris la forme d'une guerre totale.

Dans ces différents affrontements, roquettes palestiniennes et raids aériens israéliens, Hamas a utilisé sa branche armée, les Brigades Izz al-Din al Qassam. Intervient également dans les combats le Jihad Islamique créé par Yassir Arafat qui s'est rapproché de Hamas, tout en gardant une certaine autonomie.

En Israël, le pouvoir s'est radicalisé autour de Netanyahu qui impose son emprise sur le pays, soutenu par les extrémistes religieux. Le 19 juillet 2018, la Knesset a voté une loi consacrant le caractère juif de l'État. Une loi qui ouvre la porte à tous les abus contre les Palestiniens installés en Israël et qui pourrait conduire à la légalisation des pratiques de l'apartheid. À partir de 2022, Netanyahu et les extrémistes religieux ont réformé la législation pour réduire le pouvoir judiciaire face à l'exécutif, déclenchant une opposition massive de l'opinion publique israélienne. C'est dans ce contexte que Hamas a lancé ses attaques du 7 octobre 2023. D'où riposte d'Israël et nouvelle guerre.

Dans une tribune au « Monde » du 26 novembre 2023, Jean Pierre Filiu, professeur d'université, a affirmé que jamais la Palestine n'a autant souffert que depuis le 7 octobre 2023. Il a notamment fait le décompte des vies palestiniennes perdues dans ce conflit :

1. répression britannique contre le soulèvement palestinien en 1935 et 1936 : 5000 morts
2. Naqba en 1948 : 13.000 morts, soit 1 % de la population palestinienne d'alors ;
3. 1000 morts dans l'occupation israélienne de Gaza en 1956 et 1957 ;
4. quelques milliers de victimes en 1970 en Jordanie (septembre noir) ;
5. quelques milliers de victimes dans les massacres de 1976 (Tell Al Zaatar) ;
6. 3000 victimes dans le massacre de Sabra et Chatila à Beyrouth de 1982 ;
7. 1200 morts dans la première Intifada de 1987-1993 ;
8. 3000 morts dans la deuxième Intifada (2000-2005) ;
9. Plus de 4000 victimes dans les opérations militaires israéliennes contre Gaza entre 2008 et 2022 ;
10. bilan de la guerre de Gaza jusqu'au 22 novembre et les accords sur les échanges de prisonniers palestiniens contre les otages israéliens : 14.854 morts.

LE MOYEN-ORIENT, UNE RÉGION EN ÉBULLITION CONTINUE

L'évolution de la question palestinienne a eu des effets directs et indirects sur toutes les composantes du Moyen-Orient, depuis le fonctionnement interne des institutions des États aux rapports contradictoires entre eux et à leurs relations avec l'Occident et le reste du monde :

1. les différentes péripéties du conflit israélo-palestinien ont entraîné des bouleversements politiques dans plusieurs États. Elles ont favorisé l'installation de régimes fondés sur la suprématie des partis uniques et l'hégémonie des armées. Une évolution qui s'est traduite par le recul du pluralisme et de la démocratie. La défaite des armées arabes en 1948 a conduit à la chute des monarchies en Égypte en 1952 et en Irak en 1958. Celle de 1967 a été à l'origine du coup d'État de Kadhafi contre les Idrissides en Libye. Deux formes de panarabisme se sont installées dans la région : le nassérisme à partir de l'Égypte et le Baathisme à partir de l'Irak et de la Syrie ;
2. depuis les années 1950, la région est déstabilisée par des tensions dues en grande partie au positionnement des gouvernements et des systèmes politiques par rapport au conflit israélo-arabe :
 - tensions entre pays dits progressistes (l'Égypte nassérienne et la Syrie et l'Irak Baathistes, et plus tard la Libye) et les régimes dits conservateurs, voire réactionnaires (Arabie Saoudite et Jordanie) ;
 - tensions entre nassérisme et baathisme et entre les deux expressions du Baath. L'antagonisme entre ces systèmes politico-militaires portait sur le leadership de l'arabité et la nature des rapports avec la résistance palestinienne ;
 - tensions géopolitiques entre l'Iran du Shah, d'une part, et l'Égypte de Nasser, mais aussi les monarchies du Golfe et les Palestiniens, d'autre part. Une contradiction entre deux civilisations, perse et arabe, mais aussi entre États arabes, ennemis d'Israël et l'Iran, premier pays du Moyen-Orient à se rapprocher d'Israël. En prenant le pouvoir, Khomeini rompra avec ce dernier. Portant le drapeau de la lutte contre l'occupation israélienne, le nouvel Iran est entré en conflit avec l'Égypte de Sadate, l'Arabie Saoudite et l'essentiel des pays du Golfe ;

3. le Moyen-Orient a été déstabilisé par la succession des guerres entre les États qui le composent :

- la guerre de Nasser contre le Yémen (1962-1970) qu'il a fait envahir par 60.000 soldats. Le Yémen, monarchique alors, était soutenu par la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Le Yémen du sud, dégagé de la tutelle britannique, a basculé dans le marxisme. Cette intervention militaire a affaibli l'armée égyptienne qui, ayant perdu 30.000 hommes, s'est trouvée handicapée face à Israël en 1967.
- La grande guerre Iran-Irak de septembre 1980 à août 1988, avec des pertes humaines et matérielles immenses dans les deux camps : près d'un demi-million de militaires et autant de civils. L'Irak était alors soutenu par les pays du Golfe et les États-Unis.
- La première guerre du Golfe (20 août 1990- 22 février 1991) déclenchée à la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, entraînant l'intervention de l'armée américaine dans le cadre d'une coalition de 35 pays. Elle s'est terminée par le retrait de l'Irak du Koweït et sa soumission à un embargo international. L'OLP ayant pris le parti de Saddam Hussein, les Palestiniens, essentiellement des cadres, installés au Koweït depuis les années 1960 en seront expulsés. Et c'est la rupture entre l'OLP et l'ensemble des États du Golfe.
- La deuxième guerre du Golfe, au lendemain des attaques du 11 septembre 2001. Justifiée par les prétendues détentions par l'Irak d'armes de destruction massive et la proximité de Saddam Hussein d'Al Qaeda, elle a été déclenchée par Bush junior le 20 mars 2003. Ses conséquences : disparition du système Saddam Hussein, lui-même exécuté le 30 décembre 2006 et fracturation et instabilité de son pays qui y favoriseront l'installation d'Al Qaeda et surtout de l'État islamique. L'Iran, profitant de cette situation, y étendra son influence jusque dans les rouages politiques du pays.
- Dans ce contexte, Israël, de plus en plus sous l'emprise de la droite et des milieux religieux, s'est radicalisé et a accéléré le processus de colonisation et accentué ses pressions sur les populations palestiniennes.

LE PRINTEMPS ARABE ET SES CONSÉQUENCES

Les péripéties du printemps arabe ont surpris toute la région. Parties de Tunisie au début de 2011, elles ont été à l'origine de véritables insurrections populaires qui ont déstabilisé les systèmes de parti unique dans plusieurs pays arabes, forçant ces derniers à organiser des élections pluralistes qui ont permis les succès ici et là de partis islamistes proches des Frères musulmans, notamment en Égypte et en Tunisie. En Syrie, l'insurrection du 17 février 2011 s'est transformée en guerre civile, soumettant le pays à plusieurs interventions extérieures : islamistes de Daesh, russes et iraniennes en soutien à Assad, turques pour contenir l'influence kurde dans le nord du pays et américaine comme en Irak pour combattre l'installation de l'État islamique. L'insurrection populaire en Libye et l'intervention franco-britannique ont débouché sur la destruction du système Kadhafi et son élimination (le 20 octobre 2011).

Le pays s'est fractionné en plusieurs zones, l'ouest avec un gouvernement reconnu par l'ONU et soutenu par la Turquie, l'est dominé par le maréchal Aftar avec le soutien de l'Égypte, de la Russie et des Émirats arabes unis, le sud sous l'influence de divers tribus et clans. La dislocation de la Libye a nourri directement l'instabilité des pays du Sahel à partir du Mali avec la montée agissante du radicalisme islamique et des forces favorisant le séparatisme. Le Yémen, pays structurellement et historiquement fragile qui, à son tour, a été ébranlé par une insurrection populaire qui a entraîné l'élimination de son président Ali Abdallah Salah le 27 janvier 2011, s'est enfoncé dans une guerre à partir du 25 mars 2015 menée par l'Arabie Saoudite et les EAU contre les Houthis qui ont réussi à s'installer à Sana'a avec le soutien de l'Iran.

Enfin, la crise politique au Liban s'est approfondie dans un pays devenu ingouvernable, incapable de reconstruire les institutions de base et d'élire son président. Derrière la crise du Liban, comme celle du Yémen, il y a l'antagonisme entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Partout, la montée des tensions et l'intensification de l'instabilité régionale suite à l'échec du printemps arabe ont « fait oublier » le conflit israélo-palestinien. Le gouvernement israélien, en dérive droite, avec Trump, lance le processus de normalisation de ses relations avec les pays du Golfe dans le cadre du processus d'Abraham. L'Arabie Saoudite elle-même a ouvert des négociations bilatérales avec le gouvernement israélien, à l'arrêt depuis la guerre de Gaza.

À la veille du 7 octobre 2023, le gouvernement israélien de Netanyahu s'était installé dans une double arrogance : à l'encontre des Palestiniens qu'il réprime et face à sa propre société qui refuse sa réforme judiciaire.

Avec la nouvelle guerre, la cause palestinienne a retrouvé sa centralité dans le monde avec une nouvelle fracture entre l'Occident, soutien d'Israël, et le Sud global. Plus que dans la guerre d'Ukraine, le renouveau du conflit israélo-palestinien a donné l'occasion au Sud global de manifester son unité, notamment lors de l'adoption par l'assemblée générale de l'ONU d'une résolution appelant à une trêve humanitaire immédiate à Gaza le 27 octobre 2023. L'Arabie Saoudite, qui voudrait consolider son influence régionale, a réussi à rassembler en octobre une partie de ce Sud global en faveur des droits de la Palestine en organisant trois sommets à Riadh regroupant pays arabes, musulmans et africains.

EN CONCLUSION

La nouvelle guerre israélo palestinienne autour de Gaza de 2023 a révélé que la question palestinienne reste centrale et incontournable. Elle ne peut être éludée, si l'on veut construire un nouveau Moyen-Orient où toutes les entités étatiques s'accepteraient et cohabiteraient.

Reconnaître que l'occupation coloniale est à la base du conflit, c'est reconnaître la légitimité du combat palestinien.

Actuellement, en plein conflit, la paix semble une utopie. Cependant, il faut laisser ses chances à celle-ci. Tenir compte de l'existence de deux peuples qui se disputent un même territoire, reconnaître le fait qu'un peuple et son État ont colonisé les terres de l'autre. Tenir compte des résolutions successives du Conseil de sécurité depuis 1948 qui ont recommandé le partage du territoire, exigé le retrait d'Israël des territoires occupés. Cela conduira à la reconnaissance de l'État palestinien avec comme capitale Jérusalem-est.

Les grandes puissances d'aujourd'hui, États-Unis et Chine, avec l'Union européenne, la Russie, les pays émergents du G20 doivent prendre les devants pour permettre de faire avaliser cette solution de deux États, seule viable.

Les nouvelles puissances régionales, Arabie Saoudite, Iran, Turquie, Égypte doivent avoir un rôle actif dans la recherche de solutions dans les négociations.

Israéliens et Palestiniens doivent accepter l'approche de la cohabitation. Israël doit rénover sa démocratie, aujourd'hui au service de l'occupation. Les deux grandes organisations palestiniennes doivent évoluer : Hamas doit tourner le dos définitivement à la radicalité et Fath doit rénover sa direction et donner un nouveau souffle à une OLP plus crédible. La question palestinienne est une cause juste, de libération nationale. Elle mérite l'unification des rangs.

(Novembre 2023)

A propos de l'auteur, Fathallah Oualalou

Senior Fellow, Policy Center for the New South Fathallah Oualalou obtient une licence en sciences économiques à la faculté de Droit de Rabat en 1964 et un DES en économie en 1966 à Paris. Outre son activité en tant qu'assistant au centre universitaire de recherche scientifique, il sera président de l'UNEM et responsable de la Confédération des Etudiants du Maghreb. En 1968, il soutiendra une thèse de Doctorat en économie à Paris, avant de faire partie du corps enseignant de la faculté de Droit de Rabat, de Casablanca et de l'ENA. De 1968 à 1997, il publiera de nombreux travaux (ouvrages, articles, etc...) dans les domaines de la théorie économique, de l'économie financière, de l'économie des pays du Maghreb et du monde arabe et des relations Europe-monde arabe. En 1972, il participera au sein du «groupe de Rabat», au lancement de l'USFP, dont il devient un des membres influents. De 1968 à 1977, il sera également membre du bureau national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP). En 1972, avec l'économiste feu Abdelaziz Belal, il crée l'Association des économistes marocains, dont il est président depuis 1982. Parallèlement, il sera élu à plusieurs reprises président de l'Union des économistes arabes. Il est élu plusieurs fois au Conseil municipal à Rabat et député à la Chambre des représentants. Le 14 mars 1998, feu SM Hassan II le nomme ministre de l'Economie et des finances. M. OUALALOU était Maire de Rabat entre Juin 2009 et 2015.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University, Rocade Rabat Salé - 11103

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

